

REVUE
ENCYCLOPÉDIQUE,

OU
ANALYSE RAISONNÉE
DES PRODUCTIONS LES PLUS REMARQUABLES
DANS LES SCIENCES, LES ARTS (INDUSTRIELS, LA LITTÉRATURE
ET LES BEAUX-ARTS)
PAR UNE RÉUNION
DE MEMBRES DE L'INSTITUT,
ET D'AUTRES HOMMES DE LETTRES.

TOME XXXI.

PARIS,
AU BUREAU CENTRAL DE LA REVUE ENCYCLOPÉDIQUE,
RUE D'ARNAULD-MONTAIGNE, N° 18.
JUILLET 1826.

J. C. L. DE SISMONDI

Revue encyclopédique, vol. XXXI, 1826

NOUVEAUX PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — *Jour qu'ils peuvent jeter sur la crise qu'éprouve aujourd'hui l'Angleterre.*

Il y a déjà sept ans que je publiai mes *Nouveaux Principes d'Économie politique*, dont je prépare aujourd'hui une édition nouvelle, considérablement augmentée (1). Je ne dissimulerai pas que cet ouvrage n'obtint point l'approbation des hommes qu'on regarde aujourd'hui, avec raison, comme ayant fait faire les progrès les plus signalés à la science. Je dois même attribuer à leur bienveillance personnelle les ménagemens avec lesquels ils combattirent mon livre. Je ne m'étonnai point de n'avoir pas fait une impression plus profonde. Je remettai en doute des principes que l'on regardait comme arrêtés; j'ébranlais une science qui par sa simplicité, par la déduction claire et méthodique de ses lois, paraissait une des plus nobles créations de l'esprit humain. J'attaquais une orthodoxie enfin, entreprise dangereuse en philosophie comme en religion. En même tems, j'avais un désavantage de plus : je me séparais des amis dont je partage les opinions politiques; je signalais le danger des innovations qu'ils recommandent; je montrais que plusieurs institutions qu'ils ont long-tems attaquées comme des abus, avaient eu des conséquences bienfaisantes; j'invoquais enfin, en plus

(1) Elle paraîtra, avant la fin de l'année, chez Delaunay, libraire, Palais-Royal, en 2 forts volumes in-8°.

d'une occasion, l'intervention du pouvoir social, pour régler les progrès de la richesse, au lieu de réduire l'économie politique à la maxime plus simple, et en apparence plus libérale, *de laisser faire et laisser passer.*

Je n'avais aucun lieu de me plaindre, j'attendis; car la vérité est plus forte que l'esprit de système. Si je m'étais trompé, la suite des faits ne pouvait manquer de me le révéler: si, au contraire, j'avais découvert des principes nouveaux, mais qui, à mes yeux même, commençaient seulement alors à acquérir de l'importance, les faits ne tarderaient pas à se produire à leur appui; et, tout en respectant l'autorité des pontifes de la science, je pourrais dire, comme Galilée: *eppur si muove.*

Sept ans se sont écoulés, et les faits me paraissent avoir victorieusement combattu pour moi. Ils ont prouvé, bien mieux que je n'aurais pu faire, que les savans dont je m'étais séparé étaient à la poursuite d'une fausse prospérité; que leurs théories, là où elles étaient mises en pratique, pouvaient bien accroître la richesse matérielle, mais qu'elles diminuaient la masse des jouissances, réservées à chaque individu; que, si elles tendaient à rendre le riche plus riche, elles rendaient aussi le pauvre plus pauvre, plus dépendant et plus dépourvu. Des crises tout-à-fait inattendues se sont succédé dans le monde commercial: les progrès de l'industrie et de l'opulence n'ont point sauvé les industriels qui créaient cette opulence, de souffrances inouïes: les faits n'ont répondu, ni à l'attente commune, ni aux prédictions des sages; et, malgré la foi implicite que les disciples en économie politique accordent aux enseignemens de leurs maîtres, ils sont contraints de demander ailleurs des explications nouvelles, pour des phénomènes qui s'éloignent si fort des règles qu'ils croyaient établies.

Parmi ces explications, celles que j'avais données par avance se sont trouvées parfaitement conformes aux résultats. Peut-être faut-il attribuer à cette coïncidence l'écoulement plus rapide de mon ouvrage, et la demande qui m'a été faite

d'en préparer une nouvelle édition. C'est en Angleterre que je me suis acquitté de cette tâche. L'Angleterre a donné naissance aux plus célèbres économistes ; leur science y est professée aujourd'hui même avec un redoublement d'ardeur ; on y a vu des ministres d'état, déjà adeptes dans la doctrine de la fortune publique, suivre les cours d'un des plus habiles professeurs d'économie politique ; on les a entendus invoquer constamment ses principes dans le parlement. La concurrence universelle, ou l'effort pour produire toujours plus, et toujours à plus bas prix, est depuis long-tems le système de l'Angleterre, système que j'ai attaqué comme dangereux. Ce système a fait faire à l'industrie anglaise des pas gigantesques ; mais il a précipité, à deux reprises, les manufacturiers dans une détresse effrayante. C'est en présence de ces convulsions de la richesse, que j'ai cru devoir me placer, pour revoir mes raisonnemens et les comparer avec les faits.

L'étude que j'ai faite de l'Angleterre m'a confirmé dans mes *nouveaux principes* ; j'ai vu dans ce pays surprenant, qui semble subir une grande expérience, pour l'instruction du reste du monde, la production augmenter, tandis que les jouissances diminuent. La masse de la nation semble y oublier, aussi bien que les philosophes, que l'accroissement des richesses n'est pas le but de l'économie politique, mais le moyen dont elle dispose pour procurer le bonheur de tous. Je cherche ce bonheur dans toutes les classes, et je ne sais où le trouver. La haute aristocratie anglaise est, en effet, arrivée à un degré de richesse et de luxe qui surpasse tout ce qu'on voit chez toutes les autres nations ; cependant, elle ne jouit point elle-même d'une opulence qu'elle semble avoir acquise aux dépens des autres classes : la sécurité lui manque ; et dans chaque famille, la privation se fait sentir à un plus grand nombre d'individus que l'abondance. Si j'entre dans ces maisons dont la splendeur est toute royale, j'entends leurs chefs affirmer que, si on supprime le monopole du blé, qu'ils exercent contre leurs concitoyens, leurs fortunes seront anéanties ; car leurs terres qui s'étendent sur des provinces entières, ne paieront plus les

frais de culture. Autour de ces chefs, je vois un nombre d'enfans, sans exemple partout ailleurs, dans la classe aristocratique; plusieurs en comptent dix, douze, quelquefois davantage; mais tous les fils cadets, toutes les filles, sont sacrifiés à la vanité de l'aîné; leur partage en capital n'équivaudra pas à une année de rente de leur frère; ils devront vieillir dans le célibat, et leur dépendance, à la fin de leur vie, leur fait payer bien cher le luxe de leurs premières années.

Au-dessous de cette aristocratie titrée et non titrée, je vois le commerce occuper un rang distingué; il embrasse le monde entier dans ses entreprises; ses agens bravent les glaces des deux pôles et les ardeurs de l'équateur, tandis que chacun des chefs qui se rassemblent au palais du change peut disposer de millions. En même tems, dans toutes les rues de Londres, dans celles des grandes villes d'Angleterre, les magasins étalent des marchandises qui suffiraient à la consommation de l'univers. Mais la richesse a-t-elle assuré au commerçant anglais l'espèce de bonheur qu'elle est propre à garantir? Non: dans aucun pays les faillites ne sont aussi fréquentes. Nulle part, ces fortunes colossales, qui suffisaient seules à remplir un emprunt public, à soutenir un empire ou une république, ne sont renversées avec tant de rapidité. Tous se plaignent que les affaires sont rares, difficiles, et peu lucratives. A peu d'années d'intervalle, deux crises terribles ont ruiné une partie des banquiers, et ont étendu la désolation sur toutes les manufactures anglaises. Dans le même tems, une autre crise a ruiné les fermiers, et a fait sentir ses contre-coups au commerce de détail. D'autre part, ce commerce, malgré son immense étendue, a cessé d'appeler à lui les jeunes gens qui cherchent une carrière: toutes les places sont occupées; et dans les rangs supérieurs de la société, comme dans les inférieurs, le plus grand nombre offre en vain son travail, sans pouvoir obtenir de salaire.

Cette opulence nationale, dont les progrès matériels frappent tous les yeux, a-t-elle enfin tourné à l'avantage du pauvre? Pas davantage. Le peuple, en Angleterre, est en même tems privé

et d'aisance dans le moment présent, et de sécurité pour l'avenir. Il n'y a plus de paysans dans les campagnes; on les a forcés de faire place aux journaliers. Il n'y a presque plus d'artisans dans les villes, ou de chefs indépendans d'une petite industrie, mais seulement des manufacturiers. L'*industriel*, pour employer un mot que ce système lui-même a mis à la mode, ne sait plus ce que c'est que d'avoir un état; il gagne seulement un salaire; et, comme ce salaire ne saurait lui suffire également dans toutes les saisons, il est presque chaque année réduit à demander l'aumône à la bourse des pauvres.

Cette nation si opulente a trouvé plus économique de vendre tout l'or et l'argent qu'elle possédait, de se passer de numéraire, et de faire toute sa circulation avec du papier; elle s'est ainsi volontairement privée du plus précieux entre les avantages du numéraire, la stabilité de son prix. Les porteurs de billets de banques provinciales courent chaque jour le danger d'être ruinés par les faillites fréquentes, et en quelque sorte épidémiques des banquiers; et l'état entier est exposé à une convulsion dans toutes les fortunes, si une invasion ou une révolution ébranlait le crédit de la banque nationale. La nation anglaise a trouvé plus économique de renoncer aux cultures qui demandent beaucoup de main-d'œuvre, et elle a congédié la moitié des cultivateurs qui habitaient ses champs; elle a trouvé plus économique de remplacer par des machines à vapeur les manufacturiers, et elle a congédié, puis repris, puis congédié de nouveau les ouvriers des villes; et les tisserands cédant la place aux *power looms* (métiers mus par la vapeur), succombent aujourd'hui à la famine; elle a trouvé plus économique de réduire tous les ouvriers au salaire le plus bas avec lequel ils puissent vivre; et les ouvriers, n'étant plus que *prolétaires*, n'ont pas craint de se plonger dans une misère plus profonde encore, en élevant des familles toujours plus nombreuses. Elle a trouvé plus économique de ne nourrir les Irlandais que de pommes de terre, et de ne les habiller que de haillons; et aujourd'hui, chaque paquebot lui apporte des légions d'Irlandais, qui, travaillant à meilleur marché que les

Anglais, chassent ceux-ci de tous les métiers. Quels sont donc les fruits de cette immense richesse accumulée? N'ont-ils eu d'autre effet que de faire partager les soucis, les privations, le danger d'une ruine complète à toutes les classes? L'Angleterre, en oubliant les hommes pour les choses, n'a-t-elle pas sacrifié la fin aux moyens?

L'exemple de l'Angleterre est d'autant plus frappant, que c'est une nation libre, éclairée, bien gouvernée, et que toutes ses souffrances procèdent uniquement de ce qu'elle a suivi une fausse direction économique. Sans doute, l'étranger est frappé en Angleterre des prétentions arrogantes de l'aristocratie; et l'accumulation des richesses dans les mêmes mains tend à les accroître sans cesse; dans aucun pays, cependant, l'indépendance de toutes les classes de la nation n'est mieux garantie; dans aucun pays, le pauvre, à côté d'une déférence qui nous étonne, ne conserve mieux, au fond de l'âme, la conscience de sa propre dignité; dans aucun pays, le sentiment de confiance dans la loi, et de respect pour son autorité ne pénètre davantage toutes les classes; dans aucun pays, le sentiment de commisération n'est plus général, ou les riches ne sont plus empressés de venir au secours de toutes les détresses: dans aucun pays, l'opinion publique n'est plus puissante; dans aucun, le ministère n'est plus éclairé, plus déterminé à chercher le bien général, et plus habile à le trouver. Tant de moyens, tant de vertus seraient-ils donc inutiles aux sociétés humaines? Oui, lorsqu'elles ont le malheur de s'engager dans une fausse direction. L'Angleterre, plus éclairée, plus libre, plus puissante que les autres nations, n'en est arrivée que plus tôt au but qu'une erreur lui faisait poursuivre. Sa force vitale et les talents de ses hommes d'état l'aideront, quand elle en aura la ferme volonté, à rentrer plus aisément qu'une autre nation dans la bonne voie; mais la science a ses préjugés, les peuples ont leurs habitudes; et aujourd'hui même, dans leur détresse, les Anglais ne prennent encore aucune mesure qui ne tende à l'aggraver.

J'ai cherché à établir, dans le livre que je présenterai bientôt

de nouveau au public, que, pour que les richesses contribuent au bonheur de tous, en tant qu'elles sont le signe de toutes les jouissances matérielles de l'homme, il faut que leur accroissement se conforme à l'accroissement de la population, et que leur distribution se fasse, parmi cette population, dans une proportion qu'on ne peut troubler sans un extrême danger. Jé me suis proposé de faire voir qu'il est nécessaire, pour le bonheur de tous, que le revenu croisse avec le capital; que la population ne dépasse point le revenu qui doit la faire vivre; que la consommation croisse avec la population, et que la reproduction se proportionne également, et au capital qui la produit, et à la population qui la consomme. Je fais voir en même tems que chacun de ces rapports peut être troublé, indépendamment des autres; que le revenu souvent ne croit point en proportion du capital; que la population peut s'accroître, sans que le revenu soit augmenté; qu'une population plus nombreuse, mais plus misérable, peut demander une moindre consommation; que la reproduction enfin peut se proportionner aux capitaux qui l'activent, et non à la population qui la demande; mais que, chaque fois que l'un ou l'autre de ces rapports est troublé, il y a souffrance pour la société.

C'est sur cette proposition que sont fondés mes *Nouveaux Principes*, c'est par l'importance que je lui attribue que je diffère essentiellement des philosophes, qui, de nos jours, ont professé d'une manière si brillante les sciences économiques, de MM. *Say*, *Ricardo*, *Malthus* et *Macculloch*. Ceux-ci me paraissent avoir constamment fait abstraction des obstacles qui les embarrassaient, dans l'enchaînement de leurs théorèmes, et être arrivés à des conclusions fausses, pour n'avoir point distingué ce qui leur donnait quelque peine à distinguer.

Tous les économistes modernes, en effet, ont reconnu que la fortune publique, n'étant que l'agrégation des fortunes privées, naissait, s'augmentait, se distribuait, se détruisait, par les mêmes procédés que celle de chaque particulier. Tous savaient fort bien que, dans une fortune privée, la partie la plus essentielle à considérer, c'est le revenu : que sur le revenu doit

se régler la consommation ou la dépense, sous peine de détruire le capital. Cependant, comme dans la fortune publique, le capital de l'un devient le revenu de l'autre, ils ont été embarrassés à décider ce qui était capital, ce qui était revenu, et ils ont trouvé plus simple de retrancher absolument le dernier de leurs calculs.

En négligeant une quantité aussi essentielle à déterminer, MM. Say et Ricardo sont arrivés à croire que la consommation était une puissance illimitée, ou du moins qu'elle n'avait point d'autres bornes que celles de la production, tandis qu'elle est bornée par le revenu. Ils ont annoncé que toute richesse produite trouverait toujours des consommateurs, et ils ont encouragé les producteurs à causer cet engorgement des marchés qui fait aujourd'hui la détresse du monde civilisé, tandis qu'ils auraient dû avertir les producteurs qu'ils ne devaient compter que sur les consommateurs ayant un revenu, et que toute production nouvelle qui ne correspond pas à un revenu nouveau, cause la détresse de quelqu'un. D'après le même oubli, M. Malthus, tout en signalant le danger d'un accroissement désordonné de la population, ne lui a donné de limites que dans la quantité de subsistances que la terre peut produire, quantité qui sera long-tems encore susceptible de s'accroître avec une extrême rapidité, tandis que, s'il avait pris en considération le revenu, il aurait bientôt vu que c'est la disproportion entre la population travaillante et son revenu qui cause toutes ses souffrances. M. Macculloch, dans un petit écrit destiné à éclairer le peuple sur la question des salaires, affirme que le salaire du pauvre se proportionne nécessairement au rapport entre la population et le capital; tandis que le salaire, conséquence de la quantité de travail demandée, doit aussi se proportionner à la consommation, qui se proportionne elle-même au revenu. Dans le même écrit, il exhorte le pauvre à proportionner l'accroissement de sa famille à l'accroissement du capital national, quantité dont il lui est impossible de se former la notion, même la plus

confuse ; tandis qu'il aurait pu remarquer que tout homme, en se mariant, et formant une famille, est toujours appelé à se régler sur son propre revenu ; d'où il est facile de conclure qu'il suffit à la nation que tous les hommes se règlent sur le revenu de tous, et qu'une nation dans laquelle les plus pauvres auront quelque chose, et pourront connaître le revenu qu'ils transmettront à leurs enfans, ne courra aucun risque de souffrir d'un accroissement désordonné de la population.

Je crois donc devoir reproduire avec confiance mes *Nouveaux Principes d'économie politique*, non point tels qu'ils étaient, mais tels que l'observation de la grande lutte entre tous les intérêts des peuples industriels m'a mis à portée de les compléter. Leur titre un peu vague pourrait laisser supposer que je les destinais seulement à être un nouveau manuel des rudimens de la science. Je porte plus loin mes prétentions. Je crois avoir placé l'économie politique sur une base nouvelle, soit par la détermination du revenu de tous, soit par la recherche de la distribution de ce revenu qui répand le plus de bonheur sur la nation, et qui, par conséquent, atteint le mieux le but de la science.

D'autres principes, également nouveaux, mais d'une application moins générale, découlent encore de ceux-là. J'ai montré que la richesse territoriale était d'autant plus productive, que le cultivateur avait une plus grande part dans la propriété du sol ; que les lois destinées à conserver aux anciennes familles leurs patrimoines causaient la ruine de ces familles mêmes ; que l'équilibre entre les bénéfiques d'industries rivales, sur lequel les économistes modernes ont fondé leurs calculs, n'était jamais atteint que par la destruction des capitaux fixes, et la mortalité des ouvriers engagés dans une manufacture perdante : que, quoique l'invention des machines qui accroissent les pouvoirs de l'homme soit un bienfait pour l'humanité, la distribution injuste que nous faisons de leurs bénéfiques les change en fléaux pour les pauvres ; que le numéraire métallique d'une nation est, entre ses dépenses

publiques, la plus utile, entre ses magnificences, la plus raisonnable : que les fonds publics ne sont autre chose qu'un capital imaginaire, une assignation sur le revenu qui naîtra du travail et de l'industrie : que les limites naturelles de la population sont toujours respectées par les hommes qui ont quelque chose, et toujours dépassées par les hommes qui n'ont rien. Qu'on ne m'accuse donc point d'avoir voulu faire faire des pas rétrogrades à la science; c'est plus avant, au contraire, et sur un nouveau terrain que je l'ai portée. C'est là que je demande avec instance qu'on veuille bien me suivre, au nom de ces calamités qui affligent aujourd'hui même un si grand nombre de nos frères, et que la science ancienne ne nous enseigne ni à comprendre ni à prévenir.

Les critiques auxquelles la première édition de mes *Nouveaux Principes* ont été en butte n'ont pas été perdues pour moi. J'ai refondu presque entièrement cet ouvrage. Le plus souvent, j'ai cherché à éclaircir ce qui pouvait être demeuré obscur, en fixant l'attention de mes lecteurs sur l'Angleterre. Je voulais montrer, dans la crise qu'elle éprouve, et la cause de nos souffrances actuelles, d'après la liaison qui existe entre les diverses industries de tout l'univers, et l'histoire de notre propre avenir, si nous continuons à agir d'après les principes qu'elle a suivis. Mais j'ai aussi quelquefois montré ma déférence aux critiques qui m'ont paru justes, par des suppressions ou des changemens. Cependant, je crois devoir réclamer contre la manière si souvent légère, si souvent fautive, dont un ouvrage sur les sciences sociales est jugé dans le monde. Le problème qu'elles présentent à résoudre est bien autrement compliqué que tous ceux qui naissent des sciences naturelles, et en même tems il s'adresse au cœur aussi bien qu'à la raison. L'observateur est appelé à reconnaître des souffrances cruelles, des souffrances injustes, qui procèdent du fait de l'homme, et dont l'homme est la victime. Il ne saurait les considérer froidement, et passer outre sans invoquer quelque remède. Ces remèdes choqueront quelquefois ou les sen-

618 NOUVEAUX PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQ.

timens, ou les préjugés des lecteurs; ils seront quelquefois ou superflus, ou inapplicables. Ce sont autant d'erreurs, sans doute; mais ce sont des erreurs en administration, plutôt qu'en économie politique. L'auteur ou le lecteur peuvent se méprendre sur l'application, parce que toutes les circonstances qui sont les bases de cette application ne se trouvent point dans le livre. L'enchaînement des principes ne saurait toutefois être ébranlé par quelques corollaires livrés à la controverse, ou à la malignité moqueuse. Si ses principes sont vrais, s'ils sont nouveaux, s'ils sont féconds, ils auront, en dépit de quelques erreurs, réelles ou supposées, fait avancer la science sociale, la plus importante entre les sciences; car c'est celle du bonheur de l'homme.

J. C. L. DE SISMONDI.
